

## Recherches sociographiques



Luc NOPPEN et Lucie K. MORISSET, *Les églises du Québec : Un patrimoine à réinventer*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2005, 434 p.

Tania Martin

Volume 48, numéro 3, septembre-décembre 2007

Le suicide

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/018024ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/018024ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, T. (2007). Compte rendu de [Luc NOPPEN et Lucie K. MORISSET, *Les églises du Québec : Un patrimoine à réinventer*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2005, 434 p.] *Recherches sociographiques*, 48(3), 213-215. <https://doi.org/10.7202/018024ar>

de la formation d'étudiants étrangers et de la mobilité des cégépiens vers d'autres pays pour y faire une partie de leurs études, comme le décrit Noémie Moisan.

La parole est ensuite donnée aux gestionnaires qui présentent la mission propre à chacun des services présents dans les cégeps. On y fait état des services pédagogiques, des ressources humaines, des ressources matérielles, du développement technologique, du rôle du cégep en région, et de l'intégration des personnes issues de communautés culturelles, élèves et enseignants. Les défis à relever et des réalisations qui se sont avérées novatrices sont mis en relief. Enfin, dans la dernière partie du livre, Thérèse Hamel et Isabelle Gourdes-Vachon présentent une recension exhaustive de la production écrite sur les cégeps, qu'elles ont structurée selon des thématiques et des périodes propres à cette institution. Celle-ci est accompagnée d'un répertoire bibliographique imposant qui sera fort utile à tous les chercheurs et analystes qui veulent poursuivre le travail déjà réalisé, notamment sur des pans de l'histoire de cette institution qui n'ont pas encore été étudiés.

Ce livre rassemble un matériel fort riche pour quiconque s'intéresse à l'histoire des cégeps et à celle de l'éducation, qu'il soit chercheur, professeur, gestionnaire ou étudiant au collégial ou simple citoyen. On y trouve plusieurs séries de données brutes et de nombreux récits transcrits sous forme de verbatim de même qu'une analyse descriptive de ce qui en ressort. Il faut souhaiter que soit poursuivie la présente démarche par une analyse plus en profondeur de tout ce que recèlent les diverses facettes du contenu fort bien organisé de ce livre qui participe de la célébration d'un anniversaire important dans l'histoire des cégeps.

Céline SAINT-PIERRE

*Professeure retraitée de sociologie,  
Université du Québec à Montréal.*

---

Luc NOPPEN et Lucie K. MORISSET, *Les églises du Québec : Un patrimoine à réinventer*, Sainte-Foy, Presses de l'Université du Québec, 2005, 434 p.

*Les églises du Québec* lance la nouvelle collection « Patrimoine Urbain » aux Presses de l'Université du Québec. Ce volume se voulait un outil de réflexion en préparation du colloque « Quel avenir pour quelles églises ? » tenu à l'Université du Québec à Montréal en octobre 2005. En fait, les auteurs l'utilisent pour établir leur diagnostic sur le patrimoine religieux au Québec. Le livre repose sur bon nombre d'ouvrages qu'ils ont eux-mêmes rédigés ainsi qu'une multitude d'articles de journaux, sources manuscrites et imprimées (procès-verbaux, textes de lois, actes inscrits aux registres fonciers) sans mentionner les nombreuses études qui portent sur l'histoire et l'architecture des églises, comme en témoigne la bibliographie étoffée.

Cet ouvrage soulève une question primordiale : pourquoi et comment les églises sont-elles devenues un patrimoine important qu'on se sent en devoir de conserver à tout prix ? En découlent deux autres autour desquelles est construite l'argumentation : qui détient la propriété des biens des églises ? Quelle est vraiment

leur utilité sociétale ? Après avoir avancé quelques réponses, les auteurs analysent des méthodes utilisées pour statuer sur les « qualités patrimoniales » des églises de la province, méthodes qu'ils ont eux-mêmes contribué à définir par leurs travaux antérieurs. Avec de meilleurs critères, ils croient que les décideurs ecclésiastiques et politiques ainsi que les citoyens seront mieux outillés pour, enfin, décider de l'avenir des lieux de culte sur le territoire québécois. Les six chapitres du livre approfondissent progressivement la thèse que les églises sont « un patrimoine à réinventer ». Le premier commence avec un survol de la problématique, un rappel historique décrivant comment les églises en sont venues, depuis que l'on a commencé à les vendre et à les démolir dans les années 1970, à occuper une place si prépondérante tant dans les médias que dans les quartiers urbains, les cœurs de villages et l'imaginaire québécois. Apparaît, dans le deuxième chapitre, l'appréhension du péril qui menace le patrimoine religieux : l'abandon de l'Église (institution, foi) se distingue de celui des lieux de culte (bâtiments), le caractère privé de ces propriétés ne favorise pas leur appropriation par les citoyens, malgré le fait que ce sont leurs ancêtres qui les ont construites, sans oublier le manque de ressources, surtout financières, qui empêche la conservation des églises. Les auteurs retournent à l'histoire et aux événements plus récents pour mettre en lumière les tenants et aboutissants des décisions prises et non prises par les acteurs clés.

Dans le troisième chapitre, les auteurs démystifient l'histoire de la conservation des monuments historiques, les changements successifs dans les politiques, les lois, les outils de gestion et les pratiques de la patrimonialisation (l'attribution d'un statut patrimonial en raison de la signification du bien pour la collectivité). En mettant en relief les responsabilités et les actions respectives de l'État et de l'Église, les priorités, confuses, de chacun, ils concluent qu'il y eut manque de concertation et beaucoup d'improvisation dans ce partenariat chancelant. En dissociant le lieu culturel du bien culturel, ils espèrent que cessera l'« enreligieusement » des fonds publics, c'est-à-dire l'accaparement de ceux-ci par les églises. Les auteurs s'attaquent aux questions de financement et aux programmes d'aide dans le quatrième chapitre, éclairant le lecteur sur qui aurait obtenu des fonds, à quel moment, pour quels projets, et ce qui en est résulté.

Dans le cinquième, ils exposent des précédents de démolition, reconversion et restauration ouvrant la gamme des possibilités, bien que toutes ne soient pas jugées appropriées. La création d'une fiducie serait une des solutions pour la sauvegarde des églises, mais avant de la créer, il faut savoir choisir lesquelles sont à conserver. Les auteurs élaborent alors de nouveaux critères d'évaluation basés non pas sur des qualités intrinsèques du bâtiment (ex. âge, authenticité) ou des valeurs (ex. sociales, historiques) quelconques, mais sur le potentiel « monumental » de sa requalification en une autre vocation.

« Sans projet, plus d'église » résume leur propos. Pour avoir la voie libre, Noppen et Morisset tentent de montrer qu'une église n'est en fait qu'une bâtisse, une représentation d'une culture plutôt qu'un instrument de la foi. Ils évacuent de la question les dimensions dites immatérielles. Cependant bon nombre d'études sur ces aspects éclairent la signification de ces biens au sein des collectivités. Une telle position fait fi de l'imbrication complexe de la culture et de la religion. Les auteurs

souhaitent le débat. Mais le ton de leur livre tourne souvent en une diatribe dans laquelle les universitaires s'en prennent au clergé et aux gouvernements, ce qui risque de nuire à la réception d'arguments, pourtant prometteurs, qui pourraient enrichir la réflexion. Le livre demeure néanmoins le fruit de dizaines d'années de carrière et un projet ambitieux qui apporte un éclairage sur l'histoire même du débat actuel.

Tania MARTIN

*École d'architecture,  
Université Laval.*

---

Andrea LANGLOIS et Frédéric DUBOIS (dirs), *Médias autonomes*, Montréal, Lux Éditeur, 2006, 258 p.

Si concentrés sont devenus les médias de masse dans leur propriété, si contractés dans leur idéologie, et si spectaculairement aliénants dans leurs pratiques, que leur contraire ne peut être qu'une chose citoyenne ou populaire, difficile à marquer politiquement, mais très certainement émancipatrice. N'en voulons donc pas à Andrea Langlois et Frédéric Dubois de présenter un ouvrage, simplement intitulé *Médias autonomes*, qui circonscrit moins bien son objet qu'il ne le célèbre. Que les médias autonomes soient définis selon leur contenu « une [...] information qui est à la fois une alternative à celle des médias de masse privés et solidaire des luttes sociales », leur position sociale « [...] un type particulier de médias alternatifs [...] qui cherche à fonctionner de façon autonome vis-à-vis de l'État et des entreprises [...] », leur mode de gestion « [...] une structure autogérée et collective [...] », ou leur lien (intime) avec le mouvement de la multitude globale pour la justice, est assez peu important. Ce qui compte, c'est ce qu'ils inventent comme manière de faire.

Plutôt que de tenir les éditeurs à la rigueur définitionnelle, considérons donc que nous avons affaire à un petit catalogue (dix chapitres) un peu raisonné (une introduction et une postface suffisent à situer le tout) de pratiques communicationnelles. Les curateurs ont nommé leur exposition *Médias autonomes* ; modestes, ils veulent « [...] documenter certaines pratiques des médias-activistes d'aujourd'hui – leurs stratégies, leurs tactiques, leurs succès et les défis qui se posent à eux [...] » et donner « [...] au lecteur une idée de la pluralité et de la diversité des projets médiatiques autonomes [...] ». Cette exposition ne vise pas l'exhaustivité : comme il n'y a que dix tableaux en deux salles, voyons-les tous.

La première salle compte les tableaux les plus ambitieux, malheureusement brossés à grands traits, à force d'auteurs à la mode réduits à leur plus simple expression : Scott Uzelman, dans l'article « Trimer dur dans le jardin de bambous. Les médias activistes et les mouvements sociaux », discours sur le caractère rhizomique des médias autonomes, écrivant ce faisant une sorte de Deleuze et Guattari pour les nuls, ce qui n'est pas aussi péjoratif qu'il ne le semble. Andrea Langlois traite de *l'open sourcing*, nommant sans les citer Hakim Bey et Pierre Lévy,